



PROJET D'ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE

N° B25-02096

OBJET :

FOURNITURE ET INSTALLATION D'ETUVES PROGRAMMABLES

ENTRE :

Le **COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS B 775 685 019, représenté par xxxxxxxx, agissant en qualité de xxxxxxxxxx.

ci-après dénommé « **CEA** »

d'une part,

ET :

La société **xx** au capital de xx euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de x sous le numéro x, ayant son siège social x, représentée par x, agissant en qualité de Président x,

ci-après dénommée « **Le Titulaire** »

d'autre part.

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » et individuellement par « la Partie ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET ET FORME DE L'ACCORD.....	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	3
ARTICLE 3 - PUBLICATION PAR LE TITULAIRE DE SON BEGES ET DU PLAN DE TRANSITION ASSOCIE	4
ARTICLE 4 - PERIMETRE DE L'ACCORD	4
ARTICLE 5 - DUREE ET DELAIS DE L'ACCORD	4
ARTICLE 6 - MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD	5
ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DES PARTIES	5
ARTICLE 8 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	8
ARTICLE 9 - CORRESPONDANTS.....	9
ARTICLE 10 - CONFORMITES AUX REGLES FISCALES ET SOCIALES	9
ARTICLE 11 - SOUS TRAITANCE.....	10
ARTICLE 12 - DISPOSITIONS FINANCIERES	10
ARTICLE 13 - REMISE DES LIVRABLES DOCUMENTAIRES.....	12
ARTICLE 14 - RECETTE USINE.....	14
ARTICLE 15 - LIVRAISON	14
ARTICLE 16 - MONTAGE, CONTRÔLES TECHNIQUES, ESSAI SUR SITE et MISE EN SERVICE INDUSTRIEL.....	15
ARTICLE 17 - CONDITIONS DE RECEPTION ET GARANTIE	16
ARTICLE 18 - MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS (BPU)	17
ARTICLE 19 - FORMATION DU PERSONNEL CEA	18
ARTICLE 20 - ECHEANCIER DE FACTURATION.....	18
ARTICLE 21 - CONDITIONS DE FACTURATION ET REGLEMENT	18
ARTICLE 22 - PENALITES DE RETARD	19
ARTICLE 23 - SUIVI DES PRESTATIONS	20
ARTICLE 24 - CONFIDENTIALITE	21
ANNEXE 1 - PROCES VERBAL DE RECEPTION	24
ANNEXE 2 – ANNEXE FINANCIERE	Erreur ! Signet non défini.

ARTICLE 1 - OBJET ET FORME DE L'ACCORD

1.1 Objet de l'accord

Le présent accord-cadre, ci-après dénommé « Accord », a pour objet la fourniture et installation d'étuves programmables pour les besoins du CEA Le Ripault ci-après dénommée individuellement « l'Equipement » et, collectivement les « Equipements ».

1.2 Forme de l'accord-cadre

Les Prestations font l'objet d'un accord-cadre mono-attribué.

Le présent Accord est exécuté par le biais de bons de commande.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles de l'Accord et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Les bons de commande,
- Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) en date du 29/07/2025, avec faisant partie intégrante :
 - Le cahier des charges (ci-après dénommé le Cahier des Charges) référence DO 09 en date du 14/01/2025, ses annexes et ses documents applicables,
- L'instruction SYM S0201 SPP INQ 09000860 A du 21/12/2009 fixant les dispositions générales applicables aux entreprises extérieures intervenant sur les centres CEA/DAM, complétée par la procédure d'intervention des entreprises extérieures « maîtrise des risques d'interférences » référence SYM D0101 YLR PRO S 05 01 399 D,
- Le protocole « Collège des entreprises extérieures intervenant sur le centre du Ripault et au TER » référence SYM D010 YES PRT Q16 01 083 A,
- Le règlement intérieur applicable sur le centre Le Ripault, référence SYM D000Y YLR DIR Q19 01 000,
- Les Conditions générales d'achat (CGA) de janvier 2022 (téléchargeables sur le site <https://www.cea.fr>, espace Entreprises),
- Le Cahier des clauses sociales particulières (C2SP) de janvier 2021 (téléchargeable sur le site <https://www.cea.fr>, espace Entreprises),
- A titre supplétif, la proposition du Titulaire en date du xxx,

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

Les annexes suivantes font partie intégrante du présent Accord :

- Annexe 1 : procès-verbal de réception ;

- Annexe 2 : la grille de prix ou bordereau de prix ou le tableau de décomposition des prix global et forfaitaire (DPGF).

ARTICLE 3 - PUBLICATION PAR LE TITULAIRE DE SON BEGES ET DU PLAN DE TRANSITION ASSOCIE

Le Titulaire de l'Accord, s'il est soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre, indique au CEA à la notification de l'Accord qu'il est à jour de ses obligations, à savoir l'établissement et la publication de son BEGES sur le site de l'ADEME (<https://bilans.ges.ademe.fr/>). Si le Titulaire n'est pas à jour de son obligation d'établir un BEGES, ce dernier dispose d'une période de six (6) mois maximum à compter de la date de notification de l'Accord pour régulariser sa situation et en informer le CEA.

ARTICLE 4 - PERIMETRE DE L'ACCORD

L'Accord concerne notamment :

- Une première phase ferme et forfaitaire relative à la conception industrielle des étuves, permettant la réalisation d'un dossier de fabrication produit;
- Une seconde phase, sur bordereau de prix unitaires, concernant la fourniture et la livraison des étuves programmables ainsi que, pour chacune, leur maintenance préventive annuelle selon les spécifications définies au Cahier des Charges.

Le démarrage de la seconde phase est conditionné à l'acceptation par le CEA du dossier de fabrication.

Les bons de commande comprennent notamment :

- La fabrication d'une étuve telle que validée par le CEA,
- La recette usine,
- La livraison et le raccordement de l'équipement sur le site du CEA Le Ripault,
- La réception sur site.

Le besoin exprimé dans le cahier des charges est de 5 étuves programmables dont la livraison est espacée dans le temps. La quantité exacte d'étuves commandée par bon de commande n'ouvre pas droit pour le titulaire, à une indemnité de dédit si le chiffre réel ne correspond pas.

Pendant l'exécution du marché, le CEA peut prescrire au Titulaire les modifications de toute nature qui lui paraissent utiles.

Une maintenance préventive annuelle pour une étuve est incluse dans le chiffrage des bordereau de prix unitaires, elle comprend les frais de déplacements, de vérification du matériel, des actions de métrologie et de la fourniture d'un rapport d'intervention.

ARTICLE 5 - DUREE ET DELAIS DE L'ACCORD

5.1 Durée de l'Accord

Le présent Accord est conclu pour une durée de quatre (4) ans à compter de sa notification.

L'émission des bons de commande doit avoir lieu pendant la période de validité décrite ci-dessus. L'exécution des bons de commande émis pendant la durée de validité de l'accord peut excéder cette dernière, à condition qu'elle se réalise dans un délai raisonnable.

5.2 Délais d'exécution

Le délai d'exécution s'entend à compter de la notification du bon de commande au Titulaire jusqu'à la réception sur le site du CEA Le Ripault ; celui-ci étant fonction de la typologie et de la quantité des pièces à réaliser.

Les délais d'exécutions sont les suivants, par bon de commande :

Désignation	Délais d'exécution (en semaine)
La fabrication de l'étuve telle que validée par le CEA	T1+xx mois/semaines
La recette usine	T1+xx mois/semaines
La livraison et le raccordement de l'équipement sur le site du CEA	T1+xx mois/semaines
La réception sur site	T1+xx mois/semaines

A réception du bon de commande (T1), le Titulaire est tenu, dans un délai de 10 jours ouvrés, de confirmer les dates de livraison au CEA Le Ripault dans le respect des délais contractualisés ci-avant. Etant convenu, que la durée de conception de la première étuve est de T0+xx mois/semaines (prestation unique lors de la notification de la première phase ferme T0)

ARTICLE 6 - MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD

6.1 Emission des bons de commande

Dans le cadre de l'Accord, le Titulaire exécute sur demande du CEA, formalisée par une commande.

Cette commande récapitule les éléments suivants :

- Référence de l'Accord,
- Désignation des prestations,
- Quantité et coût unitaire de chaque prestation (selon BPU de l'annexe 2 de l'Accord),
- Montant total de la commande,
- Délais de livraison,
- Postes SAP de la commande.

ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DES PARTIES

7.1 Obligations du Titulaire

7.1.1 Obligation de résultat

Les Prestations, objet du présent Accord, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité est assortie d'une obligation de résultat.

Le Titulaire s'engage à affecter du personnel compétent et qualifié, en quantité suffisante, pour effectuer les Prestations dans les délais fixés.

7.1.2 Obligation de conseil

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution de l'Accord qui lui est dévolue à ce titre, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelle que nature que ce soit, à lui suggérer les démarches et solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

7.1.3 Connaissance des lieux et de l'environnement

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du présent Accord, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables, avoir relevé sur place ou avoir demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour établir son prix forfaitaire, notamment en ce qui concerne le contexte spécifique du présent Accord. Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation.

7.1.4 Conformité aux normes

Les équipements doivent être conformes aux normes de sécurité en vigueur en France et dans l'Union Européenne, notamment au niveau sécurité électrique. Il doit présenter une sécurité absolue de fonctionnement et de fiabilité, compte tenu de l'utilisation envisagée. Il doit être en tout point conforme aux dispositions réglementaires prises en application du code du travail.

Tout élément de l'équipement doit être accompagné de sa documentation technique complète en langue française et en particulier des prescriptions et consignes d'installation, de mise en service et d'utilisation. Sont également joints, les certificats de conformité et toute attestation spécifique ou réglementaire relatifs à l'Equipement ou élément de l'Equipement.

7.1.5 Mesures relatives à l'exécution des prestations

Le Titulaire doit posséder les qualifications et les autorisations nécessaires relatives à l'exécution du Marché. Les moyens et équipements utilisés pour l'exécution du Marché doivent être conformes à la législation en vigueur. Il doit détenir les agréments obligatoires nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Dans ces conditions, le Titulaire doit fournir au CEA Le Ripault, l'ensemble des documents (qualifications, autorisations, agréments) attestant de sa capacité à réaliser la prestation.

Le Titulaire est seul responsable vis-à-vis de ses fournisseurs ainsi que de son personnel. Il garantit expressément le CEA de tout recours de ce fait.

Le Titulaire ne peut élever aucune réclamation fondée sur la présence d'autres entreprises dans les locaux où il doit intervenir ; pas plus qu'il ne doit leur causer une gêne en dehors des nécessités de ses propres prestations.

7.1.6 Matériel du Titulaire

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution de l'Accord conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre de l'Accord. Si des matériels appartenant au CEA étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité.

7.1.7 Collège des entreprises extérieures

Le CEA/Le Ripault a mis en place un collège des entreprises extérieures qui a pour mission d'améliorer les conditions d'hygiène et de sécurité des interventions des entreprises extérieures dans le respect des principes de prévention, en application du Code du Travail et en particulier des articles L4111-1 à L4111-5 (champ d'application), article L4111-6 (disposition d'application), articles L4121-1 à L4121-5 (obligations de l'employeur), articles L4122-1 à L4122-2 (obligations des travailleurs).

L'adhésion à ce collège est obligatoire.

7.1.8 Sensibilisation aux risques

Toute entreprise intervenant sur le site du CEA/Le Ripault a obligation de se signaler au CAS (cadre animateur sécurité - bâtiment 406-T.02.47.34.49.49) pour recevoir une sensibilisation aux risques et aux règles de sécurité.

7.1.9 Gestion des déchets

Le Titulaire devra prendre toutes mesures pour éviter des pollutions éventuelles résultant de l'exécution de ses Prestations.

Il est en outre entièrement responsable de l'évacuation de ses déchets hors déchets amiantés selon la procédure en vigueur sur le site du CEA Le Ripault.

Il est rappelé au Titulaire à ce titre que tout matériau ou matériel démonté ne doit pas sortir du site du CEA, sauf accord préalable de reprise de matériel stipulé dans l'Accord. Les déchets contenant de l'amiante seront traités selon les dispositions prévues au Cahier des charges.

Le Titulaire devra prendre ses dispositions pour protéger matériels et matériaux de tout vol ou dégradation.

7.2 Obligations du CEA

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document ou information nécessaires à l'exécution du présent Accord.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution de l'Accord.

ARTICLE 8 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

8.1 Horaires

L'accès de l'Etablissement est libre pour les salariés CEA les jours ouvrés du lundi au vendredi, sans autorisation particulière, de **7h00 à 19h42**.

Pour les **salariés des entreprises extérieures** disposant des droits d'accès, l'accès de l'Etablissement est libre les jours ouvrés, de **7h30 à 18h30**.

En dehors de ces plages horaires, l'accès est conditionné par l'acceptation d'une demande de « travail hors cloche » ou par autorisation spécifique (astreinte).

Les jours de fermeture sont communiqués au Titulaire, à sa demande.

8.2 Personnel du Titulaire

8.2.1. Dispositions générales

Le Titulaire doit se conformer aux règlements relatifs à l'accès, à la sécurité, à la discipline et à l'hygiène en vigueur sur le site du CEA Le Ripault et, plus généralement, à toutes instructions qui lui sont données par le CEA. Il prend le même engagement en ce qui concerne son personnel et ses sous-traitants éventuels auxquels il est tenu de donner toutes instructions.

8.2.2. Agrément

Le Titulaire s'engage à communiquer au CEA, 5 jours ouvrés après la notification de l'Accord, la liste du personnel affecté à l'exécution des prestations.

Ce personnel doit être agréé par le CEA. La liste du personnel présenté pour l'agrément doit être établie de telle sorte qu'un nombre suffisant de salariés en soit muni afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations dans le cadre du présent Accord.

Le Titulaire s'engage à retirer sans délai tout salarié qui n'a pas été agréé sans pour autant pouvoir s'en prévaloir pour justifier une quelconque défaillance dans l'exécution de ses prestations.

Le CEA peut s'opposer à l'affectation sur le site d'un ou plusieurs salariés ainsi qu'à leur maintien en fonction sans que sa responsabilité puisse être engagée de ce fait.

8.2.3. Accident du travail

Pour tout accident au poste de travail d'un de ses salariés ou d'un des salariés de ses sous-traitants autorisés pour le présent Accord, qu'il soit bénin, avec ou sans arrêt de travail, le Titulaire doit contacter l'Ingénieur de Sécurité d'Etablissement du CEA/LR dans les quinze jours calendaires suivants l'accident, afin de prendre rendez-vous pour présenter au CEA/LR :

- les circonstances de l'accident,

- l'analyse faite de cet accident,
- les mesures envisagées pour que ce type d'accident ne se reproduise plus.

ARTICLE 9 - CORRESPONDANTS

Durant l'exécution des prestations objet du présent Accord, les interlocuteurs du CEA sont :

Au plan technique :

M Anthony DAUGER

☎ 02.47.34.43.81

E-mail anthony.dauger@cea.fr

Au plan commercial et financier :

M Matthieu LE DIGABEL

☎ 02.47.34.57.97

E-mail matthieu.ledigabel@cea.fr

Toutes demandes ou échanges d'information ainsi que tous documents sont impérativement adressés aux correspondants désignés.

Durant l'exécution des prestations objet du présent Accord, les interlocuteurs du Titulaire sont :

Au plan technique :

M/Mme [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]

☎ [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]

E-mail [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]

Au plan commercial et financier :

M/Mme [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]

☎ [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]

E-mail [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]

ARTICLE 10 - CONFORMITES AUX REGLES FISCALES ET SOCIALES

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA tous les six mois à compter de la signature de l'Accord et jusqu'à la fin de l'exécution de ce dernier :

- Les pièces prévues aux articles D.8222-5 du Code du Travail,
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion de l'Accord, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecterait pas le présent article, le CEA se réserve le droit de résilier le présent accord sans formalité judiciaire si le Titulaire, après avoir été mis en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception de faire cesser la situation, ne s'exécute pas sans délai.

ARTICLE 11 - SOUS TRAITANCE

Selon les dispositions des Conditions générales d'achat applicables aux marchés passés par le CEA, Chapitre 2 - Article 7, le Titulaire a l'obligation de déclarer au CEA les sous-traitants ainsi que le contenu et le montant de leur prestation. La sous-traitance ne peut être totale dans le cadre de l'exécution de l' Accord subséquent.

Les sous-traitants retenus sont obligatoirement qualifiés pour le type de travail qui leur est confié. Le Titulaire de l'Accord ne peut sous-traiter une partie des travaux qui lui sont confiés sans l'accord exprès et écrit du CEA.

La demande d'agrément d'un sous-traitant, doit être impérativement faite par le Titulaire de l'Accord avant tout début d'exécution des prestations. Le manquement à cette obligation entraînera la résiliation du présent marché selon les conditions de l'article 39.2 des CGA et peut être suivi de l'expulsion du Titulaire.

En vue d'obtenir cet agrément, le Titulaire remet au CEA par lettre recommandée avec accusé de réception, un formulaire DC4 complété, daté et signé.

L'acceptation du sous-traitant est à la discrétion du CEA qui est libre de la refuser sans avoir à motiver sa décision. L'acceptation ou le refus est signifié par écrit dans un délai de 21 jours de calendrier à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 12 - DISPOSITIONS FINANCIERES

12.1 Détermination du prix

Les prix sont réputés être franco de port et comprennent toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant les fournitures et prestations de service, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention (déchargement sur site), au transport, à l'assurance, aux frais d'hébergement, de séjour et de transport du personnel jusqu'au CEA – Le Ripault.

12.2 Montant plafond

Le montant plafond du présent Accord, s'élève à la somme de 700 000 euros hors taxes (sept cent milles € HT) pour sa durée totale d'exécution.

Ce montant est décomposé comme suit :

- Montant ferme et forfaitaire relatif à la qualification industrielle : xxx euros HT.
- Montant plafond pour les Equipements réalisés sur bordereau des prix unitaires : xxx euros HT.

Le montant total de l'accord est plafonné et ne pourra en aucun cas être dépassé sans l'autorisation préalable et écrite du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

Le montant sur BPU n'engage pas le CEA quant au volume de fournitures à réaliser et le Titulaire ne pourra s'en prévaloir au cas où les fournitures effectivement demandées représenteraient un montant inférieur.

12.3 Prix unitaires

La rémunération des Equipements, objet de l'Accord, s'effectue sur la base des prix unitaires figurant en annexe 2 du présent document ; chaque bon de commande déterminant les quantités à réaliser.

12.5 Régime fiscal

Le présent Accord est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. S'agissant d'une livraison de bien, la TVA sera exigible au moment du transfert de propriété.

12.6 Révision des prix

Les prix de l'Accord sont révisables annuellement douze mois après l'entrée en vigueur de l'Accord, par application, pendant la période comprise entre deux dates anniversaires de ladite entrée en vigueur, d'un coefficient de révision fixé pour cette période, sur le prix des Equipements.

Le CEA se réserve la possibilité de faire application de ladite clause.

12.6.1 *Conditions économiques*

Tous les prix sont référencés aux conditions économiques du mois « m₀ » de remise de l'offre, soit XXXX 2025.

Les prix intègrent les évolutions prévisibles des conditions économiques, juridiques et sociales.

12.6.2 *Modalités de révision des prix de l'Accord*

Les prix sont révisés selon la formule suivante :

$P_{\text{rév.}} = P_0 \times K$

Avec :

- P_{rév.} est le montant des Equipements réceptionnées et facturées pendant la période annuelle définie dans l'article de l'Accord, révisé par application du coefficient K ci-dessus.
- P₀ est le montant des Equipements établi aux conditions économiques du mois « m₀ » défini dans l'article ci-dessus.
- $K = (0.15 + 0.85 \times (\text{ICHT-IME}_{m-3} / \text{ICHT-IME}_{m_0}))$

K est le coefficient de révision prévu dans l'article ci-dessus.

Il est calculé en fonction des indices définis ci-après, le mois « m » étant le mois du début d'une période annuelle telle que définie dans ledit article.

Ce coefficient est applicable pendant toute cette période.

Avec :

- ICHT- IME m_{-3} est la valeur de l'indice du coût horaire du travail relatif aux industries mécaniques et électriques publié par l'INSEE (base 100 01/2009, série 001565183) du mois antérieur de trois mois au mois « m » considéré.
- ICHT- IME m_0 est la valeur de l'indice du coût horaire du travail relatif aux industries mécaniques et électriques publié par l'INSEE (base 100 01/2009, série 001565183) du mois « m_0 »

Ces indices sont lus au bulletin mensuel de statistique de l'INSEE.

➤ Clause de sauvegarde

La révision des prix ne pourra être effective que si une diminution ou une augmentation de plus de un pour cent (1%) est constatée.

ARTICLE 13 - REMISE DES LIVRABLES DOCUMENTAIRES

13.1 Livrables relatifs aux Equipements

L'attention du Titulaire est attirée sur l'importance attachée à la remise dans les délais imposés par cet Accord:

Phase 1 : partie ferme et forfaitaire

- Le dossier de conception détaillé,
- Le dossier d'installation définitif,

Phase 2 : bons de commandes

Phase de recette usine :

- les préconisations de maintenance,
- le dossier des ouvrages exécutés en langue française de l'Equipement comprenant pour exemple
 - Les plans d'exécution conformes
 - Le manuel d'utilisateur
 - La notice d'installation, de mise en service et d'utilisation,
 - La notice des éléments périphériques,
 - Le certificat de conformité des contrôles réglementaires,
 - Les documents techniques des matériels implantés,
 - Les fiches techniques personnalisées (réglages, paramètres machines, ...),
 - Les nomenclatures des éléments de l'Equipement avec leur référence fournisseur,
 - La liste des pièces de rechange de première et deuxième urgence,
 - Un calendrier annuel d'intervention au titre de la garantie,

Phase de réception finale :

- les supports de formation,
- les procès-verbaux des contrôles :

- de fabrication (soudage, traitement de surface, matière, tests mécaniques, dimensionnels, ...),
- des contrôles techniques en usine,
- des essais de fonctionnement de l'Équipement sur site.

Une maintenance préventive annuelle, comprenant les frais de déplacements, de vérification du matériel, des actions de métrologie et de la fourniture d'un rapport d'intervention.

Ces documents sont remis sous le format imposé par le CEA.

En conséquence, si les livrables ne sont pas remis au titre de la Prestation demandée au Titulaire, celle-ci ne pourra être réceptionnée et par voie de fait ne pourra être facturée.

Tout retard dans la remise de ces documents qui conditionne la réception technique de l'Équipement entraînera l'application des pénalités prévues au présent Marché.

En outre, tout dommage résultant d'une erreur de son fait liée à l'absence des plans et documents techniques, soit à leur non mise à jour, entraîne la mise à la charge du Titulaire de tous les frais de remise en état, ainsi que le maintien de tous droits de garantie.

13.2 Livrables relatifs aux interventions lors de la garantie de chaque Équipement

Chaque intervention du Titulaire sur les Équipements, dans le cadre de la garantie, donne lieu à l'établissement d'un rapport d'intervention, rappelant la prestation effectuée, les pièces remplacées ou qui sont à changer ultérieurement et précisant éventuellement les renseignements ou conseils techniques nécessaires à un bon fonctionnement des Équipements.

Ces rapports, établis par le Titulaire en deux exemplaires dans un délai de 5 jours à l'issue de l'intervention, sont signés par le Titulaire et par le CEA.

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution technique et matérielle des prestations à sa charge dans le cadre du présent Accord. Toute prestation reconnue défectueuse est reprise par le Titulaire dans les délais les plus brefs et à ses frais.

13.3 Acceptation des livrables

Le Titulaire soumet les livrables à l'acceptation du CEA. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Le CEA dispose d'un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prend en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, ceci dans un délai maximum de 5 jours ouvrés. Ces rectifications doivent également être validées par le CEA.

Le fait que le CEA approuve ou accepte tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

13.4 Format et support des livrables

Conformément aux dispositions du Cahier des Charges, tous les livrables remis par le Titulaire au CEA sont réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

Les livrables, transmis au CEA pour validation, sont remis en 3 exemplaires papiers et un exemplaire sous format électronique (dans une version modifiable et une version non modifiable type pdf).

13.5 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA sont rendus à ce dernier à l'échéance de l'Accord quelle qu'en soit la raison.

ARTICLE 14 - RECETTE USINE

Chaque Equipement fourni par le Titulaire au titre du présent Accord fait l'objet d'une recette usine. Celle-ci a pour but de constater que chaque Equipement atteint les performances et/ou les caractéristiques figurant dans le Cahier des Charges.

La recette usine est effectuée par le Titulaire conformément aux prescriptions définies notamment dans le Cahier des Charges, ainsi qu'aux dispositions de l'article 32 des CGA.

La recette usine ne dégage en rien la responsabilité du Titulaire quant à la qualité et la conformité des Equipements à l'ensemble des textes en vigueur, notamment en matière de santé et de sécurité au travail, à l'obligation de fournir les certificats correspondants et plus généralement sa responsabilité au titre des obligations contractuelles.

ARTICLE 15 - LIVRAISON

Le Titulaire prend à sa charge les coûts associés au transport, emballage, assurance et déchargement jusqu'à la livraison des réalisations à l'adresse ci-dessous. Il s'engage à prendre les mesures nécessaires pour assurer la protection des biens tout au long de leur acheminement jusqu'à leur livraison.

Le Titulaire devra être équipé des moyens nécessaires pour assurer la livraison sur le site.

Pour information, outre les jours fériés, le centre du CEA/Le Ripault est fermé une dizaine de jours par an. Les dates exactes seront communiquées ultérieurement.

Adresse de Livraison :

CEA / Le Ripault
Réception marchandises Bât 605 – 8h00/12h00
Place Raoul Dautry
37260 MONTS
Palettes EUR et EPAL uniquement

Identification des colis par étiquetage apparent comportant obligatoirement (bon de livraison) :

- Numéro du bon de commande,

- Unité demandeuse,
- Destinataire final,
- Point de déchargement,
- Désignation succincte de la fourniture.

Toute livraison dépassant les caractéristiques ci-dessous devra être acheminée par le transporteur jusqu'au client CEA.

- Dimension des colis palettisés (Surface maxi) : 80cmx120 cm – hauteur maxi 160cm (Palettes EUR/PAL)
- Nombre de palettes en livraison simultanée pour un même destinataire : 4,
- Poids autorisé par palette ou colis : maxi 600kg.

Afin d'effectuer la livraison, le Titulaire doit prévenir a minima 10 jours avant la livraison, le prescripteur mentionné dans le bon de commande pour l'accès au bâtiment de livraison situé à l'intérieur du site.

Pour cette demande d'accès les nom, prénom, date et lieu de naissance du livreur seront demandés au Titulaire lors de la prise de rendez-vous.

La livraison donne lieu à la signature contradictoire d'un bon de livraison. Celui-ci ne vaut pas acceptation définitive de la marchandise. En effet, une admission qualitative et quantitative sera effectuée postérieurement à la livraison sur le site conformément à ce présent Accord.

ARTICLE 16 - MONTAGE, CONTRÔLES TECHNIQUES, ESSAI SUR SITE et MISE EN SERVICE INDUSTRIEL

16.1 Montage

La prestation de montage est régie par les dispositions de l'article 32.2 des CGA et est réalisée par le Titulaire sur le site du CEA Le Ripault.

Pour l'accès aux bâtiments, le titulaire doit faire une demande d'accès dans un délai de 10 jours minimum avant le début des opérations de montage. Pour cette demande d'accès, les nom, prénom, date et lieu de naissance de l'opérateur sont demandés lors de la prise de rendez-vous.

Avant le début de la prestation de montage sur site, le personnel du Titulaire doit se présenter auprès du Chef d'installation afin d'obtenir son autorisation de travail sur site.

En fin de prestations, le Titulaire procède au nettoyage de l'emplacement de son chantier afin de le laisser dans un parfait état de propreté.

16.2 Contrôles techniques par un organisme agréé

Le Titulaire prend à sa charge les contrôles de conformité et contrôles techniques.

Préalablement aux opérations de réception, le Titulaire remet au CEA les procès-verbaux de contrôle de conformité de l'Équipement qu'il a réalisé, établis par un organisme agréé.

Ce bordereau doit être exempt de toute réserve.

Sans préjudice des contrôles internes réalisés à ses frais par le Titulaire dans le cadre des exigences du Cahier des Charges précité, le CEA se réserve le droit de confier, à ses frais, une mission de contrôle technique à un ou plusieurs organisme(s) indépendant(s).

Dans ce cas, le Titulaire s'engage à tenir compte, à ses frais, de l'ensemble des observations du (des) contrôleur(s) technique(s), que le CEA lui aura notifié pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve sur l'Equipement.

En cas de refus de délivrance de conformité par cet organisme, le Titulaire ne peut se prévaloir d'une imprécision dans les documents techniques qui lui auront été fournis par le CEA.

16.3 Essais sur site CEA

Les essais sur site de l'Equipement sont effectués conformément aux prescriptions définies notamment par le Cahier des Charges cité à l'article 2 du présent Marché, ainsi qu'aux dispositions de l'article 32.4 des CGA.

Ces essais sont réalisés par le Titulaire conformément au programme d'essais soumis à l'accord préalable du CEA 5 jours ouvrés avant la réalisation des essais.

16.4 Mise en service industriel

Lorsque la réception de l'Equipement nécessite une phase préalable de mise en service industrielle, celle-ci est conduite sous la responsabilité du Titulaire selon les dispositions de l'article 32.3 des CGA.

ARTICLE 17 - CONDITIONS DE RECEPTION ET GARANTIE

17.1 Conditions de réception

Pour chaque Equipement, objet du bon de commande, les opérations de vérification sont effectuées conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La réception donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal de réception qui signé par les Parties (Cf. modèle en annexe 1).

Dans ce contexte, chaque Equipement peut :

- Etre réceptionné ;
- Etre réceptionné avec réserves ;
- Etre rejeté.

En cas de rejet de celui-ci, le Titulaire devra remédier aux non conformités à ses frais et dans un délai mentionné par le CEA.

La réception emporte transfert de propriété de l'Equipement au bénéfice du CEA.

17.2 Garantie

Toute prestation fournie au titre du présent Accord par le Titulaire se voit appliquer un délai de garantie de 12 mois à compter de la date de réception. La durée de la garantie de l'Equipement est prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels l'Equipement n'a pas pu être utilisé ou utilisé de manière incomplète par le CEA du fait du Titulaire.

La garantie couvre la recherche des causes d'erreurs et de non-conformités, y compris le non-respect des performances visées dans le Cahier des Charges. La garantie s'applique également aux modifications effectuées par le Titulaire.

Au cas où le CEA apporterait sans l'autorisation du Titulaire des modifications à l'Équipement pendant la période de garantie, seules les non-conformités ou erreurs apparaissant sur une version non modifiée de l'Équipement sont garanties. De même, la garantie ne peut s'exercer en cas d'utilisation par le CEA non conforme aux instructions du Titulaire.

Le Titulaire s'engage à maintenir la connaissance de l'Équipement et la disponibilité des pièces détachées correspondantes pendant une durée minimum de 10 (dix) ans à compter de la date de réception de l'Équipement, afin de pouvoir répondre de manière satisfaisante à d'éventuelles demandes d'entretien ou de réparation.

ARTICLE 18 - MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS (BPU)

18.1 Durée de la maintenance des Equipements

La maintenance d'une durée d'un an à compter de la date de fin de la période de garantie de l'Équipement, porte sur l'ensemble de l'Équipement ou les sous-ensembles de l'Équipement concernés, y compris les parties éventuellement sous-traitées, et s'exerce conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

18.2 Périmètre de la maintenance préventive des Equipements

La maintenance préventive de l'Équipement comprend autant que de besoin la main d'œuvre, le remplacement des pièces détachées, les consommables, les déplacements, les mises à jour des logiciels et une assistance téléphonique.

A ce titre, le Titulaire réalise les visites d'entretien préventif sur l'Équipement conformément aux préconisations du constructeur. Cet entretien préventif est destiné à assurer le fonctionnement de l'Équipement dans ses caractéristiques d'origine et de réduire le risque de panne au minimum.

Au cours de cet entretien préventif, le Titulaire procède notamment :

- à l'inspection minutieuse de l'Équipement,
- au nettoyage, au réglage et à la vérification des divers éléments,
- aux contrôles et modifications de sécurité mécaniques et électriques,
- au remplacement de toute pièce détachée et de tout sous-ensemble défectueux,
- aux mises à jour techniques préconisées pour accroître la fiabilité et la sécurité de l'Équipement,
- aux mises à jour des logiciels acquis avec l'Équipement (n'apportant pas d'extension des fonctions des appareils),
- au contrôle du bon fonctionnement de l'ensemble,
- aux inspections de sécurité,
- à la remise d'un rapport d'intervention mentionnant les opérations effectuées dans le cadre de la maintenance préventive.

Le Titulaire propose toutes modifications éventuelles pouvant améliorer le fonctionnement de l'Équipement.

Le Titulaire présente dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de levée de l'option par le CEA un calendrier annuel d'interventions qui est soumis au CEA pour accord. Toute modification de ce calendrier doit être signalée une semaine à l'avance.

ARTICLE 19 - FORMATION DU PERSONNEL CEA

Le Titulaire s'engage à assurer la formation du personnel CEA chargé d'utiliser et de maintenir l'Équipement, ses accessoires et ses outillages associés, conformément aux dispositions prévues dans le Cahier des Charges et dans son offre.

Le Titulaire s'engage à fournir, lors de l'exécution des prestations de formation des utilisateurs, toute la documentation afférente, rédigée en langue française, et notamment les supports individuels. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

ARTICLE 20 - ECHEANCIER DE FACTURATION

Pour la part forfaitaire relative à la phase de qualification, les facturations relatives à l'exécution du présent Accord sont établies de la façon suivante :

- 100% du montant total hors taxes du montant ferme et forfaitaire de ladite phase, après remise et acceptation du dossier de qualification, soit **XX € HT (xx € Hors Taxes)**.

Pour les bons de commande, les facturations relatives à l'exécution du présent Accord sont établies de la façon suivante :

- 30% du montant total hors taxes de chaque bon de commande concerné au titre du constat d'approvisionnement et après acceptation par le CEA.
- 20% du montant total hors taxes de chaque bon de commande concerné au titre de la recette usine après signature contradictoire du procès-verbal associé.
- 50% du montant total hors taxes de chaque bon de commande concerné, après signature du PV de réception.

ARTICLE 21 - CONDITIONS DE FACTURATION ET REGLEMENT

Les factures dématérialisées sont à adresser au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Pour toute question sur le traitement comptable et la mise en paiement de vos factures, l'adresse mail est la suivante : cea-dam-comptabilite@cea.fr

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent Accord doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : **77568501900587** ;
- le code service : **CER-D** (Le Ripault) ;
- la référence complète de l'Accord à savoir : **5200xxxxxx** ;

- l'intitulé de l'Accord ;
- la date d'émission de la facture ;
- le libellé exact de l'échéance facturée ;
- le numéro de commande commençant par « 4600 ».

Les révisions de prix font l'objet d'une facturation séparée et doivent comporter en sus des informations ci-avant :

- le prix aux conditions économiques initiales, telles que définies à l'article relatif à la révision de prix,
- le prix révisé et le coefficient de révision appliqué.

Toute facture non conforme aux termes de l'Accord sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des Prestations correspondantes conformément aux conditions de l'Accord. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

ARTICLE 22 - PENALITES DE RETARD

22.1 Modalités d'application des pénalités

En cas de retard du Titulaire ou en cas de non-respect par le Titulaire des délais définis par le bon de commande, des pénalités sont appliquées conformément aux dispositions de l'article 24 du chapitre 9 « Délais » des Conditions générales d'achat aux marchés passés par le CEA. (Édition janvier 2022).

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

Les pénalités définies dans le présent article sont :

- Toutes cumulables,
- Applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées directement par le CEA ;
- Plafonnées à 10% du montant hors taxes du montant plafond de l'accord.

En cas de groupement momentané d'entreprises, le CEA adresse les factures de pénalités au mandataire ; celui-ci devant les répartir entre les membres du groupement responsables de l'application des pénalités.

22.2 Pénalités pour retard de livraison des Equipements

L'article 24 des CGA est applicable avec les précisions et additions suivantes :

Le Titulaire s'engage à respecter les délais de livraisons stipulées par le CEA listés pour la phase étude et dans chaque bon de commande. En cas de dépassement des délais contractuels imputables au Titulaire, qu'ils soient globaux ou intermédiaires, le Titulaire sera passible d'une pénalité calculée sur le montant total hors taxes du bon de commande, au taux de 5/1000 de ce montant par jour calendaire de retard.

En aucun cas, l'absence des pénalités dans le cours de l'exécution de l'Accord ne constitue une renonciation du CEA à leur application.

En cas de manquement du CEA dûment prouvé par le Titulaire, les pénalités ne seront pas applicables sur la partie des Equipements dont le retard serait la conséquence de ce manquement.

Pour mémoire, tout délai contractuel implique non seulement l'exécution conforme et satisfaisante de la prestation jusqu'à l'obtention du procès-verbal de réception, mais également la fourniture de l'ensemble des livrables associés.

22.3 Pénalités pour non-conformité constatée (réception avec réserve ou rejet de l'Equipement)

Pour les Equipements présentant des non conformités dûment constatées et mentionnées dans la décision de réception, le Titulaire peut se voir appliquer une pénalité forfaitaire de 5% du montant hors taxes du bon de commande.

ARTICLE 23 - SUIVI DES PRESTATIONS

23.1 Réunion de lancement de l'Accord

Une réunion de lancement est organisée suite à la notification de l'Accord au Titulaire. Celle-ci est notamment l'occasion de :

- présenter les responsables de l'exécution de l'Accord (Titulaire et CEA) ;
- présenter le fonctionnement de l'Accord (réponse aux demandes de consultations, retour des accusés de réception, facturation etc.)
- répondre à l'ensemble des interrogations du Titulaire.

23.2 Réunions de suivi d'exécution

Dans le cadre du suivi d'exécution des prestations, une réunion peut être organisée entre les Parties dont la date et le lieu est déterminée d'un commun accord.

En cas de nécessité, le CEA est susceptible d'enclencher une demande de réunions complémentaires.

Ces réunions auront notamment pour objectif de faire un état des lieux de la conformité des prestations avec la demande du CEA (prix, délais, technicité etc) ;

23.3 Compte-rendu

Chaque réunion fait l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour acceptation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.

Après acceptation formelle du CEA, le compte-rendu est signé par les Parties et diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas, un compte-rendu non accepté ne peut faire l'objet d'une diffusion.

ARTICLE 24 - CONFIDENTIALITE

Le Titulaire s'engage à protéger la confidentialité des informations ou supports du CEA dans les conditions définies à l'article 11 des CGA. Les informations ou supports du CEA portant les mentions « diffusion limitée » ou « confidentiel + portée¹ » sont des Informations Confidentielles.

Si l'Accord implique l'échange d'informations ou supports portant la mention « Diffusion Restreinte » entre le CEA et le Titulaire, les conditions définies par les paragraphes infra s'appliquent.

Cet Accord est un marché qui implique l'accès ou la détention d'Informations ou Supports Protégés (ISP) de niveau maximum Diffusion Restreinte, au sens de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion Restreinte et sensibles, ainsi qu'au sens de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 »).

1. En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du Marché la protection des Informations ou Supports Protégés (ISP), qu'il sera amené à gérer dans le cadre de l'exécution du Marché.

2. Le Titulaire reconnaît :

- avoir pris connaissance :
 - de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 »),
 - de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion Restreinte et sensibles,
 - de l'Instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles (ou « II 901 »),
 - des Dispositions applicables aux Titulaires de marchés passés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte, référencées SYM S02XX SJD DIR 23000188, dans leur version applicable.
- qu'il n'a pas à avoir accès ou détenir les Informations et/ou Supports Classifiés (ISC) couverts par le secret de la défense nationale.

3. Le Titulaire s'engage à assurer la confidentialité des ISP, portant la mention « Diffusion Restreinte », auxquels il a accès et/ou qu'il est amené à détenir pour l'exécution du Marché.

Le Titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation préalable

¹ La « Portée » vise à caractériser le domaine d'application ou la portée de la diffusion.

écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit Marché en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des Parties au Marché.

4. Le Titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel (non habilité) appelé sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Par ce document, le personnel atteste :

- avoir pris connaissance :
 - de l'IGI 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
 - de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion restreinte et sensibles.
- de l'obligation qui lui est faite de tenir confidentiels tous les ISP de niveau Diffusion Restreinte qu'il serait amené à connaître ou à détenir ;
- qu'il n'a pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des Informations et/ou Supports Classifiés (ISC) couverts par le secret de la défense nationale.

Le Titulaire s'engage à ce que seuls les personnels ayant préalablement souscrit la déclaration précitée (ou le cas échéant des personnels habilités) accèdent aux ISP. Le Titulaire s'engage à présenter au CEA la ou les déclarations individuelles mentionnées ci-dessus sur simple demande du CEA.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du Titulaire.

Le Titulaire s'engage à respecter la confidentialité des informations ou supports transmis par le CEA et à répercuter à ses personnels cette obligation de confidentialité.

5. Les échanges d'ISP de niveau Diffusion Restreinte par messagerie doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un moyen agréé par l'ANSSI (par exemple l'outil ZoneCentral ou « Zed » de la société PRIM'X Technologies ou l'outil ACID).

S'agissant de la maîtrise des échanges et supports autorisés, les règles suivantes s'appliquent à tous les acteurs du Marché, le CEA, le Titulaire, y compris ses éventuels cotraitant(s) et/ou sous-traitant(s) :

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION LIMITEE OU CONFIDENTIEL + <i>portée</i> (ex « DIFFUSION ORDINAIRE »)
Messagerie électronique	Conteneur chiffré	Conteneur chiffré quand la sensibilité le nécessite
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		

En attachement visioconférence CEA		(accord préalable CEA avant diffusion)
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, Wetransfer, Google Drive, etc...)	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par le CEA DAM (OCSSI) Conteneur chiffré	
En attachement à un service externalisé (WebEx, etc...)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré	Conteneur chiffré quand la sensibilité le nécessite (accord préalable CEA avant diffusion)
DVDrom ou CDrom		

6. En cas de sous-traitance autorisée par le CEA, le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

La sous-traitance de prestations du présent Marché est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA.

7. Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation de plein droit du Marché, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire et sans préjudice des sanctions prévues par le code pénal.

8. Restitution des informations et supports :

A l'achèvement du Marché, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent Marché.

Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde, à l'aide d'outils agréés par l'ANSSI.

9. Si dans le cadre de l'exécution du Marché, le Titulaire est amené à se rendre dans une zone CEA abritant des ISC, le CEA pourra mener préalablement une enquête administrative.

Fait, en double exemplaire,

Pour le Titulaire, le

Pour le CEA,

ANNEXE 1 - PROCES VERBAL DE RECEPTION**PROCES VERBAL DE RECEPTION**

COMMANDE N° : 4600

DEMANDE D'ACHAT N° :1680

FOURNISSEUR :

OBJET :

Je soussigné, , pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault, après avoir procédé à l'examen des prestations exécutées par le Titulaire au titre de la commande sus-désignée en présence de son représentant, déclare que la recette (cocher la case correspondante) :

Partielle ou Intermédiaire	Usine	Sur site du CEA Le Ripault	Finale (après installation, formation ou fin de travaux)

☐ N'est pas prononcée.☐ Est prononcée :☐ Avec réserve(s) :- Sans incidence sur le paiement inhérent à cette recette. ⁽¹⁾- Avec suspension de paiement jusqu'au constat de levée de réserve(s). ⁽¹⁾

Le Titulaire et le pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault, conviennent que les prestations sous réserves (indiquées en annexe) seront exécutées dans un délai de à compter de ce jour.

☐ Sans réserve avec effet à la date du :

Nota : La date de départ de la période de garantie est celle de la réception sans réserve ou du constat de levée de celles-ci.

A , le

Le Titulaire

Le Maître d'œuvre

Pour le CEA Le Ripault

CONSTAT DE LEVEES DES RESERVES

Le pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault et le Titulaire, ci-dessus désignés, constatent qu'il a été valablement remédié aux malfaçons, omissions et imperfections concernées.

FAIT A , LE

Le Titulaire

Le Maître d'Oeuvre

Pour le CEA Le Ripault

⁽¹⁾ (rayer la mention inutile)

CONSTATS DES RESERVES

<u>Nature des réserves</u>	<u>Prestations à exécuter</u>

Fait à : , Le

Le Titulaire

Pour le CEA le Pilote de travaux ou de
contrat

ANNEXE 2 - ANNEXE FINANCIERE